

Contributeur : Engie-Cofely

Q1 :

Si la structure de tarification n'est pas réputée pérenne, le signal tarifaire devient inefficace;

Q2 :

Cela paraît bien compliqué. Il suffit d'autoriser le gestionnaire de l'ensemble immobilier à refacturer, selon une méthode à définir (m², consommation en kWh...), l'énergie achetée entre les différents utilisateurs;

Q3 :

Cette solution paraît la seule viable dans le cas d'installations de charge de véhicules électriques dans une copropriété;

Q4 à Q8 :

Je ne vois aucun intérêt à faire coïncider les coûts avec la facturation associée, mieux vaut des formules simples (c'est à dire en €/MWh) qui inciteront à faire des économies d'énergie;

Q9 :

Oui;

Q 10 :

Oui;

Q 11 :

Non;

Q 12 et 13 :

Oui, ne pas changer la facturation si on veut une efficacité du signal tarifaire;

Q 14, 15 et 18 :

Souvent, il s'agira de la perte d'un outil de production. Un tarif "secours", comme il en existait auparavant, ne serait-il pas une solution?

Q 16 et 17 :

Oui;

Q 19 et 20 :

Sans opinion;

Q 21 et 22 :

Le système proposé ne règle pas un point important: celui de groupes de production fonctionnant en régulation de tension à l'intérieur d'un site globalement consommateur. Ainsi, en cas de tension haute, le groupe importera un maximum de réactif, et le site devra par contre démarrer des condensateurs et payer des pénalités! La prise en compte de ce cas ubuesque est un impératif absolu;

Q 23 :

Non : trop compliqué, alors que déjà peu de gens savent gérer leur puissance souscrite!

Q 24 :

Non;

Q 25:

Oui;

Q 26 :

Non;

Q 27 :

Non (trop compliqué);

Q 28 et Q 29:

Oui;

Q 30 :

Non;

Q 31 :

Sans opinion;

Q 32 :

Oui, le dispositif est trop complexe;

Q 33 :

Oui;

Q 34 :

Oui;

Q 35 :

Oui;

Q 36 :

Non;

Q 37 :

Sans opinion;

Q 38 :

Oui;

Q 39 :

Sans opinion;